

roman

Détour par First Avenue

Myrtille Devilmé



MEMOIRE
D'ENCRER



DÉTOUR PAR
FIRST AVENUE

Mise en page : Virginie Turcotte
Maquette de couverture : Étienne Bienvenu
Correction et révision : Fleur Neesham
Dépôt légal : 1^e trimestre 2012
© Éditions Mémoire d'encrier

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives
nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada
Devilmé, Myrtille, 1964-

Détour par First Avenue
(Roman)

ISBN 978-2-923713-69-4 (Papier)

ISBN 978-2-89712-137-2 (PDF)

ISBN 978-2-89712-031-3 (ePub)

I. Titre.

PS8607.E945D47 2012 C843'.6 C2012-940523-X
PS9607.E945D47 2012

Nous reconnaissons, pour nos activités d'édition, l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Conseil des Arts du Canada et du Fonds du livre du Canada.

Nous reconnaissons également l'aide financière du Gouvernement du Québec par le Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres, Gestion Sodec.

Mémoire d'encrier
1260, rue Bélanger, bureau 201
Montréal, Québec,
H2S 1H9
Tél. : (514) 989-1491
Télec. : (514) 928-9217
info@memoiredencrier.com
www.memoiredencrier.com

Réalisation du fichier PDF : Éditions Prise de parole

Myrtille Devilmé

DÉTOUR PAR
FIRST AVENUE

Roman

MÉMOIRE
D'ENCRIER 

AVERTISSEMENT

Toute ressemblance avec des personnes existantes ou ayant existé n'est que simple coïncidence.

PROLOGUE

UNE JEEP DANS LA NUIT

Quelque part à Port-au-Prince, un jour de juin 1999...

La Jeep filait à vive allure sur la route de gravier, soulevant derrière elle un nuage de poussière et une pluie de cailloux. Ses occupants, des jeunes dans la vingtaine, se réjouissaient de leur soirée. La plus fructueuse depuis des mois. Et sans anicroche, cette fois. Pas le moindre coup de feu. Pas même un petit dérapage. Un beau butin facilement ramassé : cent cinquante mille dollars américains en liquide ! Le magot provenait de la vente d'une propriété, conclue le jour même par un couple dont les malfaiteurs avaient obtenu sans mal les coordonnées, grâce à leur fidèle informateur et à une indiscretion du garçon de cour du notaire de Pétion-Ville. Une descente avait été effectuée au domicile du couple, avec l'artillerie lourde en cas de pépins. Il n'y en avait pas eu. Les victimes, trop soulagées d'échanger

leur vie contre l'argent et des bijoux, n'avaient opposé aucune résistance.

Les bandits jubilaient. Avec une telle somme, ils se permettraient quelques jours de répit avant leur prochain coup. Et ce jour-là, pas de quartier. Pas de pitié. Pas de sentiments, comme ce soir, devant les supplications du mari pour qu'ils épargnent sa femme. Ils prendraient le temps de s'amuser avec la maîtresse de maison, comme ils le faisaient d'habitude. Rien ne les arrêterait désormais.

Soudain, à un tournant de la bretelle de l'aéroport qu'ils venaient d'emprunter, une patrouille surgit devant eux. Un contrôle de routine, comme on en faisait souvent après minuit.

Pas question de se laisser pincer. Une manœuvre habile pour rebrousser chemin, quelques plombs pour semer la confusion au sein des patrouilleurs et ils s'échapperaient, cette fois-ci comme les précédentes. Un feu nourri coupa court à leur tentative de fuite. La Jeep zigzagua sur la chaussée avant de s'immobiliser dans le canal bordant la route. À l'intérieur, plus un seul survivant.

CHAPITRE I

RÉVEIL BRUTAL

Le téléphone réveilla en sursaut l'ambassadeur américain. Quatre heures du matin. « Encore un coup d'État! pensa-t-il en voyant l'heure affichée sur l'écran lumineux. Pas moyen de fermer l'œil dans ce pays. » À tâtons dans la pénombre, sa main repéra l'appareil sur la table de chevet. Il décrocha le combiné et, d'une voix endormie, répondit :

– Allô!

Un sanglot lui fit écho. Cela semblait provenir d'une femme.

– Allô! reprit calmement David Johnson, habitué qu'il était à ce genre de scénario.

– *David... They killed him...* Ils l'ont tué.

– *Beatrice? Is that you?* demanda-t-il en se dressant sur un coude, après avoir identifié son amie Béatrice Barclay. Que se passe-t-il? Qui est mort?

- Kevin... Ils ont tué Kevin.

- Comment ça ? Qui ?

- La PAZ... Une patrouille... Ils ont... ils ont...

La voix de madame Barclay était de moins en moins audible, entrecoupée de sanglots bruyants. L'ambassadeur avait du mal à comprendre ses explications.

- Une patrouille de la PAZ ? On a tiré sur Kevin ?

- Oui... *They killed my baby...* Ils l'ont assassiné ! Ces salauds l'ont assassiné !...

- Du calme, Béatrice. Où est William ? Passe-le-moi.

- Il est... Il est... pas là. Il a... David... ce président... c'est de sa faute. Il a... Il faut... C'est de sa faute si mon Kevin est mort, c'est de sa faute !

- Oublie le président pour l'instant. Fais plutôt venir un médecin, tu es en état de choc. Je passerai un peu plus tard.

La main encore posée sur le téléphone, David Johnson absorbait graduellement la mauvaise nouvelle. Le cerveau toujours au ralenti sous l'effet du sommeil, il sentait jaillir les idées petit à petit, mais de façon imprécise. Des images et des souvenirs surgissaient, de manière désordonnée, tels des flashes photographiques. Images d'un jeune garçon rebelle, d'un enfant gâté à qui on pardonnait tout, d'un adolescent dissipé à l'école, insouciant et attiré par la facilité. Souvenirs d'un jeune homme attachant et sympathique aussi, qui

l'appelait affectueusement *Uncle Dave*. Un courant de chagrin pour Kevin Barclay se distillait tranquillement en David Johnson, tentait de prendre le dessus. Il chassa aussitôt ces états d'âme; ils ne devaient pas le détourner de l'essentiel, soit les implications de ce drame. L'heure était à l'action, à la prise de décisions.

David Johnson souleva le combiné et appela Washington. L'appel fut bref, mais il savait qu'il y en aurait d'autres aussitôt la nouvelle relayée aux échelons supérieurs.

En vain, il tenta de se rendormir. Pas moyen de faire le vide, d'oublier le coup de téléphone de Béatrice Barclay. La Police *Anti-Zenglendos* avait encore frappé, et ce coup-ci touchait de trop près David Johnson pour qu'il détourne le regard.

L'Américain avait toujours vu d'un mauvais œil la création par le président haïtien de ce corps de gendarmerie soi-disant destiné à éliminer les *zenglendos*, ces bandits armés qui terrorisaient la population depuis une dizaine d'années. Si la PAZ avait réussi à installer un semblant de sécurité dans les rues et les quartiers réputés dangereux de la capitale, les méthodes employées par elle et cautionnées par le chef de l'État ne plaisaient guère au représentant des États-Unis et encore moins à ses supérieurs. Mais ils fermaient les yeux, tant que cela ne nuisait pas directement aux intérêts de leur nation.

Les dirigeants américains n'appréciaient pas particulièrement le docteur Édouard Desrochelles. Et s'ils n'avaient pas empêché son

élection, ce n'était pas faute d'avoir essayé. Ils avaient secrètement financé la campagne du candidat le plus susceptible de l'emporter parmi ceux qui s'étaient présentés contre le populaire médecin. Mais le charisme de ce dernier, ses déclarations et actions de patriote zélé, son intérêt marqué pour les masses et sa sollicitude envers les infortunés avaient eu plus d'effet sur les électeurs que les dollars verts du favori de Washington.

Néanmoins, si le candidat Desrochelles avait quelque peu inquiété le milieu diplomatique par la teneur de ses propos durant la campagne électorale, si le citoyen militant et philanthrope avait suscité de la méfiance par ses prises de position et son engagement social au cours des douze dernières années, l'on espérait tout de même qu'une fois au pouvoir, le chef d'État, lui, ferait taire ses élans nationalistes pour se ranger, comme ses prédécesseurs, du côté américain. Le rôle de Johnson consistait à s'en assurer.

Adroit et rusé, ce vétéran des intrigues politiques s'imaginait avoir la tâche facile. Les dirigeants précédents ayant toujours collaboré, il pensait pouvoir aisément faire appliquer, comme par le passé, les volontés de son gouvernement, tout en laissant croire au nouvel élu qu'il demeurerait maître de ses décisions.

Hélas, depuis sa montée au pouvoir, à peine seize mois plus tôt, le président Desrochelles n'avait pas dévié une minute de la ligne adoptée durant sa campagne. Il était resté cohérent dans ses gestes et ses paroles et avait gardé la même attitude anti-impérialiste réprouvée par

Washington. Ses discours n'avaient pas changé, toujours enflammés et teintés d'arrogance. Lors de son assermentation, le ton de défi à peine subtil de son allocution n'avait laissé présager rien de bon, même s'il avait tenté de le diluer dans des idéaux patriotiques poussés à l'excès.

«Aucun gouvernement étranger ne viendra nous dicter notre conduite, avait lancé d'une voix forte le nouvel occupant du Palais national. En acceptant l'ingérence des autres nations dans nos affaires internes, même sous la forme d'une prétendue aide internationale, nous insultons la mémoire de nos ancêtres. En laissant les autres appliquer chez nous des politiques économiques taillées à leur mesure et souvent contraires à nos intérêts, nous détruisons ce que nos Pères ont accompli et enchaînons les générations futures. Avec moi au gouvernail, ce pays va changer de direction. Nous allons rompre avec ces façons de faire.»

Poursuivant dans la même veine, Desrochelles avait insisté sur la nécessité pour le pays de puiser dans ses propres ressources en vue de restaurer son indépendance politique et économique, avait condamné la consommation généralisée de produits importés et s'était engagé à encourager la production locale en favorisant les investisseurs nationaux, plutôt que les étrangers. Chaque idée, chaque mesure annoncée avait été ponctuée d'une allusion ou d'une référence aux héros de l'indépendance, aux combattants pour la liberté: Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines, Henri Christophe, Alexandre Pétion... ils y étaient tous passés.

Au cours de cette énumération élogieuse, un nom en particulier avait fait réagir David Johnson : Charlemagne Péralte, chef de la résistance contre l'occupation américaine de 1915. Les dirigeants haïtiens aimaient évoquer ce personnage, le plus contemporain de leurs héros nationaux, comme s'ils voulaient se convaincre ou faire croire au monde, à toutes les puissances qui envisageraient de les asservir de nouveau, que les descendants d'esclaves qu'ils étaient pouvaient encore refaire 1804.

Le représentant américain avait secoué la tête en entendant le panégyrique de Desrochelles. «N'ont-ils donc rien compris? s'était demandé David Johnson. Ils passent leur temps à ressasser cet épisode de leur histoire, à se gonfler d'orgueil à propos de cette révolte d'esclaves – une épopée vraisemblablement embellie par des écrivains fort imaginatifs! – et à se vanter d'avoir vaincu l'armée de Napoléon. Première république noire indépendante! Quelle indépendance? Comment peuvent-ils continuer à croire en ce mythe? Non seulement nous avons occupé leur territoire pendant près de deux décennies en ce vingtième siècle, mais nous n'avons pas cessé d'y intervenir pour rétablir l'ordre. Pourtant, président après président, ils continuent de se bercer d'illusions, de ressasser ce même rêve et de le vendre au peuple.»

Comme de fait, Desrochelles avait conclu son message en promettant «de travailler à changer l'image d'Haïti, d'en faire à nouveau une nation fière et digne, de la rendre autonome et libre... au nom des ancêtres!»

David Johnson s'attendait à ce que ces belles paroles, maintes fois entendues, ne se transforment jamais en actions, mais chaque jour écoulé lui avait confirmé le contraire. Le nouveau chef d'État semblait bel et bien déterminé à mener le pays autrement que ses prédécesseurs, car il avait vite fait de fixer ses priorités et de s'y attaquer de front : rétablir la sécurité civile et éduquer massivement le peuple.

Deux décrets en ce sens avaient été publiés, une semaine après l'installation du nouveau président dans ses fonctions. Leur contenu relevait très peu de la démocratie que Washington s'acharnait à imposer à ce petit pays depuis de nombreuses années, mais personne ne s'en était vraiment étonné, puisque Desrochelles s'était toujours désigné comme un «adepte modéré» de ce système, peu adapté à son peuple selon lui.

Le premier décret, très contesté, avait créé la PAZ, dont les fonctions comprenaient, outre l'éradication des groupes criminels, la protection personnelle du chef de l'État et la défense du territoire national.

Le deuxième, non moins controversé en dépit de son noble et ambitieux objectif «d'éradiquer l'analphabétisme comme s'il s'agissait d'une épidémie mortelle», s'était attaqué aux institutions d'enseignement privées, désormais obligées de payer une taxe scolaire en vue de financer les écoles publiques, dont le nombre allait augmenter dans les mois à venir. Une réforme de l'enseignement prévoyait, par ailleurs, mettre l'accent sur le sentiment patriotique, «afin que chaque jeune

Haïtien réapprenne à aimer son pays et à en prendre soin comme son bien le plus précieux».

Ces mesures avaient engendré bien des critiques, tant dans la presse nationale qu'internationale. Le président les avait accueillies avec la même verve.

«Terminé, le temps de la démagogie, avait-il répondu en entrevue à un journaliste étranger. Je ne me déguiserai pas en démocrate pur uniquement pour avoir l'appui de la communauté internationale. Je ne veux pas non plus me voir qualifié de dictateur simplement parce que je crois que mon peuple a besoin d'une main ferme pour le diriger et lui inculquer de la discipline. Trop souvent des politiciens mal intentionnés se sont servis du mot *démocratie* pour ensuite pousser le peuple à l'anarchie, enlisant ainsi le pays dans le chaos. Il est temps que ça change.»

Prenant une pause, il avait ajouté avec un sourire espiègle: «Si vous tenez à m'affubler d'un qualificatif, considérez-moi plutôt comme un démocrate modéré doublé d'un dictateur progressiste.»

Malgré le ton désinvolte de cette remarque, le journaliste n'avait pas paru amusé. Les détracteurs du président non plus, et le peuple encore moins. Pour des citoyens se remettant à peine des torts causés par une succession de dirigeants autocrates, le mot *dictateur* – progressiste ou pas – gardait une connotation des plus inquiétantes.

Franc et direct comme toujours, Édouard Desrochelles n'avait pas non plus mâché ses

mots pour défendre son point de vue sur la taxe scolaire. Au journaliste qui estimait injuste de faire payer par une partie de la population la scolarité de l'autre, alors qu'il incombait à l'État d'assurer l'éducation du peuple, le président avait répliqué : « N'est-ce pas ainsi que l'on procède dans votre pays ? N'est-ce pas l'argent des travailleurs, des contribuables, qui finance vos écoles publiques ? Ici, le peuple a à peine de quoi subsister, je n'allais tout de même pas lui imposer des taxes pour lui permettre de s'instruire. Je fais donc contribuer les citoyens les plus aisés afin d'offrir aux moins fortunés l'instruction de qualité dont ils ont longtemps été privés. Cela me vaudra sûrement une autre étiquette : Socialiste ? Communiste ? Qu'importe ! »

Sans laisser à son interviewer le temps de placer un mot, il avait enchaîné : « L'éducation est essentielle pour l'avancement d'un pays. Haïti ne pourra prétendre s'élever au rang de grande nation avec un peuple en majorité analphabète. Et ce n'est pas en offrant à ce peuple une éducation de piètre qualité qu'on y arrivera non plus. Nos lycées doivent redevenir ces hauts lieux d'enseignement qui ont jadis engendré tant de grands hommes. Ils doivent constituer à nouveau une avenue valable pour éviter aux fils et aux filles de la masse d'aller se faire humilier dans les établissements privés, fréquentés majoritairement par les gens de la classe moyenne et de la bourgeoisie. Et croyez-moi, quand je dis « humilier », je sais de quoi je parle. Il faut donc injecter plus d'argent dans l'enseignement public afin de pouvoir recruter des professeurs compétents pour former

nos jeunes défavorisés. Redorer le blason d'Haïti passe nécessairement par là.»

Ces décisions mécontentaient profondément la classe possédante. Elle se sentait menacée et directement attaquée. Les Américains, quant à eux, se réjouissaient de l'animosité soulevée par le chef de l'État dans cette partie de la population. Ils sauraient en tirer profit, le moment venu, pour renverser le gouvernement si celui-ci devenait gênant pour eux. Leur ambassadeur avait donc pour mission de suivre tout cela de près et d'intervenir au moment opportun.



Jusqu'ici David Johnson pensait avoir la situation bien en main. Avec l'incident de cette nuit, il commençait à en douter. Ce président devenait dangereux, il fallait agir et vite. L'Américain en faisait d'ailleurs une affaire personnelle, vu sa longue amitié avec les Barclay et sa dette envers William, en particulier. Ce dernier avait rendu d'appréciables services aux États-Unis dans le passé, on lui devait réparation pour cette tragédie.

Détour par First Avenue

Détour par First Avenue est un thriller politique à la sauce haïtienne. Ce roman est à vous couper le souffle. Entre Port-au-Prince et New York, se joue le destin des femmes, des hommes et des nations.

Port-au-Prince, un vol à main armée entraîne la mort d'un citoyen américain.

Cet homicide, provoquant l'indignation de l'ambassadeur américain, met dans l'embarras le président haïtien, Édouard Desrochelles. Cette situation débouche sur une grave crise politique et diplomatique. Le sort du pays est alors entre les mains de l'ONU. Le président Desrochelles compte sur la loyauté de son ami d'enfance, Richard Lecarré, fraîchement nommé ambassadeur auprès de l'ONU, afin de renverser la situation.

À peine débarqué au siège social, sur First Avenue, le nouvel ambassadeur déclenche une crise d'un autre genre. Il est pris dans un triangle amoureux avec Taïna Gilbert, employée au bureau du Conseil de sécurité, et Gloria Sheenee, chef de cabinet.

Dans la tourmente des passions et les labyrinthes du pouvoir, les protagonistes feront face à des choix qui les confronteront à leur propre histoire, et surtout à leurs véritables démons.

Née à Port-au-Prince, Myrtille Devilmé a vécu à New York.

Elle a travaillé à l'ONU. Elle réside à Montréal.

Détour par First Avenue est son premier roman.